HAL open science

L'ordre répressif du Nicaragua d'Ortega

Maya Collombon

▶ To cite this version:

Maya Collombon. L'ordre répressif du Nicaragua d'Ortega. Les Études du CERI, 2020, 245-246, pp.36 - 40. 10.25647/etudesduceri.245-246.06 . hal-03474681

HAL Id: hal-03474681

https://sciencespo.hal.science/hal-03474681v1

Submitted on 10 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

L'ordre répressif du Nicaragua d'Ortega

par Maya Collombon

« Les révolutions sociales ne se font pas : elles adviennent et se développent »
E. Hobsbawm, *Revolucionarios, Ensayos contemporáneos,*
Barcelone, Ariel, 1978.

Contre toute attente et après de nombreuses années de torpeur, dans un pays progressivement soumis à la toute-puissance du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) de retour au pouvoir en 2007, la crise politique et sociale la plus importante du Nicaragua postrévolutionnaire a éclaté le 18 avril 2018. En quelques jours, des milliers de Nicaraguayens sont descendus dans les rues, réclamant le départ du président Daniel Ortega. Le gouvernement a répondu aux manifestants par une répression sans commune mesure dans l'histoire récente du pays.

Dès le 12 avril, des étudiants – alors peu nombreux – des universités de Managua ont manifesté pour demander une intervention du gouvernement Ortega afin de lutter contre le feu qui dévastait la forêt tropicale de la réserve Indio Maíz depuis quelques jours. Le 18 avril, le gouvernement, qui restait silencieux sur la question environnementale, a annoncé la réforme du régime des retraites. Cette réforme prévoyait notamment la réduction des pensions et l'augmentation des cotisations. Ce même jour, les retraités mobilisés depuis 2013 contre l'incurie de la sécurité sociale (INSS)[1] ont manifesté leur mécontentement devant les bâtiments de l'institut à León, la deuxième ville du pays, puis à Managua. Ils ont immédiatement été réprimés par les Jeunesses sandinistes (JS)[2] dans l'indifférence policière. Ces violences ont achevé de convaincre les étudiants de rejoindre la manifestation dès le lendemain. Le 19 avril, un premier étudiant a été tué par les forces de l'ordre. De nombreux autres l'ont été les jours suivants. Les images de la répression – et des premières victimes – ont alors été diffusées en direct via les réseaux sociaux[3] sur l'ensemble du territoire national, provoquant une multiplication des manifestations. Les Nicaraguayens « autoconvoqués », mères et pères de famille, paysans, travailleurs, cadres, militants politiques et bien d'autres sont venus gonfler les rangs de la protestation. Des barricades ont été dressées dans la majeure partie des villes du pays, et des barrages érigés sur les principaux axes routiers. Des universités – dont l'université polytechnique UPOLI au centre de Managua est devenue le symbole – se sont converties en bastions de résistance d'où les étudiants ont répondu au moyen de simples lance-pierres et de mortiers aux attaques armées des forces de l'ordre. Au terme de plusieurs mois d'affrontements entre avril et octobre, le bilan est dramatique : plus de trois cents morts, des centaines de blessés et

[1] L. Chamorro, E. Yang, « Movilización social y tácticas de control en el neosandinismo : el caso de #OcupaINSS », *Cahiers des Amériques latines,* n° 87, 2018, pp. 91-115.

[2] Les Jeunesses sandinistes (JS) est une organisation de base du parti sandiniste formée de jeunes militants entre 16 et 25 ans (l'âge légal du vote est 16 ans). Depuis 2011 et notamment avec la naissance de l'organisation Juventud Presidente (réorganisation des JS), certains membres masculins des JS ont été chargés (pour le compte du gouvernement Ortega et en échange d'un petit salaire à la journée) de la répression des mobilisations sociales.

[3] Sur le rôle des réseaux sociaux dans la phase d'engagement dans les manifestations, voir J. L. Rocha, *Autoconvocados y conectados. Los universitarios en la revuelta de abril en Nicaragua*, Managua, UCA Publicaciones, 2019.

d'emprisonnements arbitraires[4], un pays en état de choc. Depuis lors règne un nouvel ordre répressif, que de longues négociations entre l'opposition et le gouvernement ne sont pas parvenues à contrarier. Près de deux ans plus tard, les reconfigurations au sein de l'opposition ou leurs soutiens internationaux ne suffisent à inverser les effets d'une profonde crise politique, sociale et désormais aussi économique.

Le nouvel ordre répressif

Depuis avril 2018, la répression est le maître mot. Durant les six premiers mois, elle a atteint un niveau de violence inédit. La police nationale en a été le principal instrument, organisant et exerçant ces violences en différents moments et lieux, au moyen d'armes à feu et parfois d'armes de guerre. Des groupes financés et armés par le gouvernement Ortega y ont contribué de concert avec la police : les *turbas* sandinistes (reconnaissables à leur T-shirt du FSLN), des groupes paraétatiques dépendant d'une administration, ainsi que des groupes militairement organisés comme des paramilitaires.

Cette répression continue de s'exercer selon des modalités d'intervention similaires sur trois scènes privilégiées : au cours des manifestations, dans les universités et sur les barricades. Si elle n'est pas une pratique nouvelle au Nicaragua, elle se distingue depuis 2018 par son ampleur, le nombre de victimes et sa létalité : dans les cinq premiers mois, quatre-vingt-quinze morts sur cent neuf ont été touchés par des balles dans le crâne, le cou ou le thorax, selon la Cour interaméricaine des droits humains (CIDH)[5].

Dès le début de la crise, différentes modalités de contrôle de la protestation ont encouragé les pratiques répressives. La police nationale a ainsi largement profité d'une prérogative juridique l'autorisant, en cas de « scandale public », à appliquer des mesures de privation de liberté pendant quarante-huit heures, sans nécessité d'en informer le ministère public ni un juge. Facilitant les détentions arbitraires, cette prérogative a permis l'emprisonnement massif de manifestants. Quand ils ne sont pas envoyés à la prison d'El Chipote[6], ils sont souvent incarcérés pour de courtes périodes, l'emprisonnement fonctionnant dès lors comme un moyen de dislocation du mouvement social. Une autre modalité de contrôle est la promulgation d'une loi interdisant les manifestations et autorisant les interventions policières en cas de non-respect de celle-ci. Enfin, des détentions récentes ont donné lieu à des jugements exprès suivis de condamnations pour « terrorisme » : c'est le cas des treize prisonniers détenus en novembre 2019[7], accusés de détenir des armes de guerre et de fomenter des actes terroristes.

[4] Les chiffres varient dans une situation politique encore trop instable pour un recueil fiable des données : il y aurait eu plus de trois cent vingt-deux victimes en octobre 2018 selon Amnesty International (« Instilling terror : from lethal force to persecution in Nicaragua », 18 octobre 2018). Selon le Centre nicaraguayen des droits de l'homme (CENIDH), ce chiffre s'élèvait à plus de quatre cents un an plus tard.

[5] Groupe international d'experts indépendants (GIEI), « Nicaragua, Informe sobre los hechos de violencia ocurridos entre el 18 de abril y el 30 de mayo 2018 », CIDH, 2018.

[6] Cette prison de Managua, célèbre à l'époque de la dictature Somoza pour sa pratique de la torture, a été remise en service sous les derniers mandats d'Ortega.

[7] La police nationale a détenu treize jeunes étudiants, dont certains étaient d'anciens prisonniers de 2018 libérés au terme du second cycle de négociations. Ils ont été arrêtés alors qu'ils apportaient des vivres aux mères

Depuis, et de manière croissante ces derniers mois, les espaces publics – notamment les principaux ronds-points de la capitale – sont régulièrement investis par des hommes armés entretenant un climat de peur et accentuant le risque pris en manifestant. Les universités et de nombreux édifices publics sont souvent occupés par les forces de l'ordre.

Cet ordre répressif s'appuie en outre sur un discours de criminalisation des contestataires, véhiculé dès avril 2018 par Daniel Ortega, qui accuse les manifestants d'être des « délinquants, gangsters et vandales »[8], organisés en « conspiration armée » par des forces extérieures pour fomenter un coup d'Etat[9]. Il a été largement relayé et amplifié par sa femme, la vice-présidente Rosario Murillo, qui discrédite les opposants, les traitant de « minuscules, êtres petits », les accusant d'être « destructeurs, toxiques », « terroristes » ou les qualifiant de traîtres aux idéaux de la révolution sandiniste « financés par l'impérialisme nord-américain »[10]. Dans un tel contexte, il est difficile d'imaginer une sortie de crise négociée et pacifique.

L'échec des négociations

Il a pourtant été question de dialoguer et de pacifier les échanges entre le gouvernement et son opposition dès le début de la crise. La première négociation a démarré le 16 mai 2018 à l'initiative de l'Eglise catholique, alors que le conflit faisait rage. Des représentants de l'opposition, notamment de groupes étudiants et politiques réunis au sein d'une nouvelle organisation, l'Alliance civique pour la justice et la démocratie (ACDJ), se sont confrontés au gouvernement. Pour la première et la dernière fois, Daniel Ortega lui-même était présent à cette séance au fort retentissement médiatique : Lesther Aleman, un jeune étudiant en journalisme de Managua devenu l'un des symboles de la colère étudiante, s'est adressé directement à lui, l'exhortant à quitter le pouvoir : « Ceci n'est pas un dialogue, nous sommes ici pour négocier votre démission et vous le savez bien… Partez ! »[11]. Close le 30 mai à l'initiative de la conférence épiscopale après la répression sanglante d'une manifestation le jour de la fête des mères, cette première négociation a obtenu des résultats très limités : alors que les opposants espéraient le départ de Daniel Ortega, ce dernier a donné l'assaut final dans les principales villes du pays, sonnant le glas des barricades et des manifestations.

En janvier 2019 s'est ouvert un deuxième cycle de négociations. L'ACDJ, principal porte-parole des opposants dans le cadre du mécanisme de dialogue, était composée de représentants des principaux acteurs des mobilisations du printemps (comme les étudiants ou les paysans),

---

en grève de la faim devant la prison El Chipote à Managua. Ils ont été jugés et condamnés deux jours plus tard pour détention d'armes et préparation d'actes terroristes.

[8] C. Regidor, « El discurso del odio en un país de "comejenes" y "sapos" », *Confidencial*, 4 novembre 2019.

[9] « Lo que dijo Ortega en el acto del 19 de julio en Managua », *El Nuevo Diario*, 19 juillet 2018. La majorité des médias, dont la totalité des chaînes de télévision nationales détenues par la famille Ortega, diffusent en boucle un discours de criminalisation de l'opposition.

[10] GIEI, *Nicaragua, Informe sobre los hechos de violencia ocurridos entre el 18 de abril y el 30 de mayo 2018*, *op. cit*.

[11] Les images du discours de Lesther Aleman ont alors été transmises en direct et ont rapidement fait le tour du Nicaragua : « Esta no es una mesa de diálogo, es una mesa para negociar su salida y lo sabe bien… ¡Ríndase! » (**www.youtube.com/watch?v=rRwyxc-DN40**).

mais elle s'était aussi élargie à de nouvelles personnalités politiques (y compris des membres de partis traditionnels) ou sociales, mobilisées pour l'occasion. L'ACDJ s'est organisée, a créé des réseaux avec des activistes exilés et a développé une stratégie qui, à défaut d'être toujours très claire, précise du moins ses revendications : libération de tous les prisonniers politiques et arrêt de la répression. L'Eglise catholique, proche des contestataires et moteur du premier cycle de négociations, a cette fois-ci été écartée par le gouvernement qui l'accusait de fomenter localement un coup d'Etat. Après plusieurs mois d'attentisme, Ortega a libéré les prisonniers politiques et les négociations ont repris mais ont piétiné car dehors, la répression se poursuivait : Ortega a ouvert les prisons d'un côté et emprisonné d'autres opposants dans le même temps. Le dialogue a de nouveau été rompu. Unie dans son rejet du régime mais divisée sur la stratégie à suivre, l'opposition pâtit de son hétérogénéité.

Les reconfigurations politiques

Ce qui caractérise en premier lieu le mouvement d'opposition au gouvernement Ortega depuis son origine réside dans sa spontanéité et sa diversité. Les différentes organisations nées pendant et après la crise d'avril 2018 se sont majoritairement constituées *a posteriori*, notamment au sein des groupes d'étudiants[12]. Elles sont représentatives d'une multiplicité d'ancrages générationnels, sociaux et politiques. Leur revendication commune, que l'on pourrait résumer au slogan « Démission d'Ortega, justice et démocratie », cache en réalité des fractures idéologiques et stratégiques profondes bien antérieures à l'irruption de la révolte. En effet, si de nombreuses organisations sont issues de la crise – telles l'ACDJ ou l'Unité nationale bleu et blanc –, plusieurs lui préexistaient. Ces dernières n'étaient pas nécessairement dirigées contre Daniel Ortega mais défendaient quantité d'intérêts sectoriels alors en conflit : féministes, organisations de femmes, écologistes, paysans mobilisés contre le projet de canal interocéanique, groupes politiques d'opposition, groupes religieux catholiques ou évangéliques, etc. Avec l'apparition de ces nouvelles organisations se pose la question de l'intégration de cette hétérogénéité dans des structures qui puissent présenter des demandes directes au président, et éventuellement proposer un « après Ortega ». Car les négociations l'ont rappelé : les opposants attendent beaucoup de la future élection présidentielle – dont ils auraient souhaité avancer la date, la prochaine échéance électorale étant prévue en 2021 – et ce d'autant plus que les manifestations sont désormais presque impossibles tant le gouvernement est parvenu à criminaliser et à réprimer toute contestation.

Malgré les interdictions et les intimidations, plusieurs groupes – étudiants, féministes, anciens prisonniers, mères et pères de famille réunis au sein de l'Association des mères d'avril (AMA) – continuent d'appeler régulièrement à se mobiliser, en proposant des manifestations illégales dans des églises, des centres commerciaux, des banques, des restaurants et autres lieux privés où il leur est encore possible de se réunir. D'autres, tels que le groupe Jeunesse pour le changement, tentent régulièrement – en dépit de leur capacité de mobilisation limitée – de

[12] J. L. Rocha, G. Robert, « La jeunesse révoltée d'avril à travers les yeux des adultes », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 112, 2019, pp. 83-100.

manifester dans l'espace public. Enfin, la contestation que l'on n'entend presque plus dans la rue trouve encore d'autres vecteurs d'expression : grèves de la faim des mères de détenus devant la prison El Chipote, réseaux sociaux et leurs *memes* (caricatures politiques très populaires au Nicaragua), médias en exil (plusieurs journalistes persécutés par le pouvoir ont trouvé refuge au Costa Rica[13], d'où ils continuent à diffuser leurs programmes), pratiques artistiques (théâtre de rue, musique, etc.), et bien d'autres formes de microrésistances.

Au Nicaragua, l'ordre répressif est en place et son efficacité est redoutable. Dans le même temps, les Nicaraguayens qui n'ont plus la possibilité de s'exprimer dans la rue, continuent de recourir à une grande variété de formes de contestation. Plus discrètes, ces formes se déploient tant à l'échelle nationale qu'internationale. Les relais sont désormais nombreux hors du pays pour dénoncer le tournant autoritaire du Nicaragua d'Ortega, même si les mesures prises par les Etats-Unis (Nica Act[14], gel de certains avoirs financiers du clan Ortega) ou l'Union européenne pèsent bien peu face à la force répressive de la machine sandiniste. Dans ce contexte, et malgré le mauvais état financier du pays qui s'enfonce dans une grave récession économique, le gouvernement Ortega continue d'exister et de s'imposer.

[13] Le Costa Rica est devenu le premier pays d'accueil des Nicaraguayens ayant fui leur pays depuis la crise (plus de quatre-vingt mille à ce jour).

[14] Le Nica Act ou Nicaraguan Investment Conditionality Act a été voté par le Congrès américain, sur initiative de la députée Ileana Ros-Lehtinen, en décembre 2018. Il impose au Nicaragua des sanctions économiques et politiques, et fixe des conditions aux institutions financières internationales à l'octroi de prêts au gouvernement nicaraguayen.